

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 254 10 2024

Mis en ligne le 06.11.24...

Transmis le 25.10.2024

**ARRÊTÉ AUTORISANT AVEC PRESCRIPTIONS L'INSTALLATION D'UNE NOUVELLE ENSEIGNE  
AU NOM DE LA COMMUNE DE LOURDES**

Demande déposée le : 30/09/2024	
Par :	LOURDES PRIMEUR / Monsieur HANACHE Johnny
Numéro d'autorisation préalable	AP 065286240024
Sur un terrain sis :	3 rue Capdangelle, cadastré BX 90
Nature des Travaux :	Installation de 2 nouvelles enseignes non lumineuses

Le Maire ;

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**Vu** la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code du Patrimoine ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-1 et suivants et R581-1 et suivants ;

**Vu** le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

**Vu** la délibération n°7 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 16 décembre 2020 approuvant le Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville de Lourdes ;

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Sismiques de la commune de Lourdes approuvé par arrêté préfectoral en date du 13/11/2023 ;

**Vu** la demande d'autorisation préalable déposée le 30/09/2024 par l'entreprise individuelle LOURDES PRIMEUR sise 3 rue Capdangelle représentée par Monsieur HANACHE Johnny, demeurant, 3 rue Capdangelle 65100 LOURDES ;

**Vu** l'objet de la demande portant sur l'installation, sis à Lourdes, 3 rue Capdangelle, de deux nouvelles enseignes non lumineuses murales composées comme suit :

- enseigne1 : bandeau support parallèle à la façade étant de fond noir et lettrage blanc ;
- enseigne 2 : bandeau support parallèle à la façade étant de fond noir et lettrage blanc.

**Vu** l'avis, ci-joint, favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France, service Départemental d'Architecture et du Patrimoine en date du 22/10/2024 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article R581-16 - II - 1° du code l'environnement, « l'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police : 1° - Après accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article L 621-30 du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L 631-1 du code du

patrimoine » ;

**Considérant** que le projet se situe dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable,

**Considérant** qu'en application du Plan de Prévention des Risques sismiques susvisé, les éléments non structuraux d'un bâtiment doivent prendre en compte des mesures techniques préventives spécifiques,

#### ARRÊTE

**Article 1 :**

L'autorisation préalable est ACCORDÉE à LOURDES PRIMEUR représentée par Monsieur HANACHE Johnny sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles 2 et 3.

**Article 2 :**

Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France, annexées au présent arrêté, devront être prises en compte et strictement respectées, à savoir que :

- Sous réserve que l'enseigne soit de teinte gris moyen RAL 7040, 7042. Le noir n'est pas autorisé.
- Sous réserve de supprimer les deux éléments verticaux. L'enseigne se limitera à la devanture vitrée.

**Article 3 :**

Un contreventement diagonal ancré dans la structure porteuse du bâtiment devra renforcer la fixation murale de l'enseigne.

**Article 4 :**

Une autorisation d'occupation du domaine public devra être demandée en mairie, 10 jours minimum avant le début des travaux de pose de l'enseigne.

**Article 5 :** Au terme de la mise en place de l'enseigne, LOURDES PRIMEUR représentée par Monsieur HANACHE Johnny communiquera au service urbanisme de la mairie, les éléments permettant d'attester l'achèvement des travaux, ainsi que du respect de la prescription émise par l'architecte des Bâtiments de France.

**Article 6 :** Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 7 :**

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.



Fait à Lourdes, le 25/10/2024

Le Maire

**Pour le Maire empêché,**

**le Premier Adjoint**

**Philippe ERNANDEZ**

Thierry LAVIT

**0 5 NOV. 2024**

Notifié le .....

- Par courrier recommandé envoyé le .....
- Par remise en main propre
- Par mail, envoyé le .....

Je soussigné(e) *Kevada* .....

Signature :  .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU  
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.

